



Union Fédérale SUD Protection Sociale

Paris, le 31/10/2014



LES CAPITALISTES COUTENT CHER A LA PROTECTION SOCIALE

Sous le prétexte de compétitivité, le gouvernement et le patronat vont nous voler, entre 2015 et 2017, **50 milliards d'Euros** issus de notre travail sous forme d'économies imposées :
18 Milliards sur l'Etat,
10 Milliards sur l'Assurance Maladie,
11 Milliards sur la Protection Sociale hors Assurance Maladie, (Allocations familiales, minima sociaux, retraite),
11 Milliards sur les collectivités locales.



Le pacte de responsabilité mis en place par le gouvernement entrera en vigueur au 1er janvier 2015. Il **accorde aux entreprises, des exonérations et diminutions des cotisations sociales, dont la cotisation d'allocations familiales**, en contrepartie de la création d'un million d'emplois

Il s'agit d'un pacte d'irresponsabilité : cela fait des années que des mesures sont mises en place dans ce sens sans aucune efficacité sur l'emploi.

Pacte de responsabilité : OUI, ce gouvernement ainsi que les précédents sont effectivement « responsables » de favoriser les employeurs (notamment les plus gros) au détriment des salariés qu'ils exploitent.

*En application de ce pacte, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2015 prévoit **des économies** dont les conséquences sont la casse organisée de la Sécurité Sociale.*

Dans la Branche Maladie

C'est un coup de frein sans précédent sur la progression des dépenses :

- économie sur l'organisation des parcours de soins (développement de la chirurgie ambulatoire = entrée et sortie le même jour après intervention, retour rapide à domicile après hospitalisation, développement de l'hospitalisation à domicile...),
- diminution des dépenses de médicaments (plus de génériques, moins de prescriptions, baisse des prix),
- réduction du nombre d'actes et d'interventions médicales jugés « inutiles, redondants ou évitables » par on ne sait quelle instance et selon quels critères,
- réduction des dépenses des hôpitaux qui se fera contre l'intérêt des patients et des conditions de travail des personnels hospitaliers,
- accélération de la lutte contre la fraude.

Coup de frein aussi sur les coûts de gestion des organismes : sur 9600 départs en retraite prévus entre 2014 et 2017, 4490 ne seront pas remplacés. Fin 2017, 21000 emplois auront ainsi été supprimés en 14 ans. Les salariés de l'institution vont devoir faire toujours plus avec moins de moyens. Les conséquences sont catastrophiques pour les assurés sociaux. Un exemple : on les renvoie vers les bornes automatiques et internet au détriment d'un accueil physique digne de ce nom.

Dans la Branche Famille

Refusant dans ce domaine, de mener une véritable réforme fiscale, le gouvernement, dans un 1er temps, avait concocté d'injustifiables économies.

Puis, sous couvert d'une pseudo justice sociale, les dernières mesures annoncées (modulation des allocations selon les revenus) attaquent directement les familles, et remettent en cause le principe fondateur d'universalité des allocations familiales.

La réforme du congé parental (initialement de 36 mois) à répartir entre la mère (24 mois maximum) et le père (12 mois) présentée comme une mesure égalitaire entre femmes et hommes est en fait une belle hypocrisie et une arnaque sur le dos des femmes (aucune mesure parallèle de financement pour les services de la petite enfance, quid de l'écart des salaires entre les hommes et les femmes ?).

Les moyens budgétaires alloués aux CAF par la COG* 2013/2017, programment le désengagement des CAF de leur mission d'action sociale, l'accueil libre se fera à minima avec priorité aux rendez-vous et renvoi des allocataires vers les bornes internet.

A la fin de cette COG, 2000 postes minimum auront été supprimés dans les CAF.

Les Capitalistes nous coûtent cher, la preuve en quelques chiffres :

Bénéfices des entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2012 : 411 milliards d'euros.

Ca en fait des augmentations de salaires et de pensions, des emplois à créer, des services publics à développer.

Exonérations de cotisations sociales offertes au patronat ces dix dernières années : 250 milliards d'euros,

que nous payons, nous, en cotisations supplémentaires ou en dégradation des prestations (retraites, maladies, chômage, etc.)

40 milliards d'euros de dividendes pour les actionnaires des entreprises françaises du CAC 40 en 2013 : cela représente 709 euros volés chaque mois à chacun-e des 4,7 millions de salarié-e-s de ces entreprises.

Patrons et gouvernants sont responsables de l'appauvrissement des « déjà » plus démunis et de l'enrichissement des « déjà » plus riches !!!

Dans la branche retraite

Les mesures annoncées ne sont rien d'autre qu'une aumône aux personnes retraitées.

Une augmentation de 8 € va faire passer le minimum vieillesse à 800 €, soit un montant toujours en dessous du seuil de pauvreté (993 €).

- Pas de revalorisation des pensions de base et des retraites complémentaires pendant 18 mois,

- Une prime de misère de 40 € pour l'année (!) sera versée début 2015 pour les retraités touchant moins de 1200 €,

La moitié des retraités (ceux touchant au moins 1200 € par mois) vont subir une baisse du pouvoir d'achat (rappelons que les pensions n'ont pas été revalorisées en 2014).

Parallèlement, le supplément de 10 % de la pension pour les personnes ayant élevé au moins 3 enfants devient fiscalisable, et la demi part fiscale attribuée aux veufs-ves ayant élevé 2 enfants disparaît.

Dans les organismes, la COG* 2014/2017 poursuit la réduction des effectifs. Sont prévus durant cette période, 1512 départs en retraite sur 13000 salariés. 760 ETP (Equivalent Temps Plein) ne seront pas remplacés (équivalent d'une CARSAT en moins). Comme dans la maladie et la famille, les assurés sont renvoyés vers internet au détriment d'un accueil physique de qualité.

Nous avons perdu en salaire, protection sociale, retraite, ce que patrons et actionnaires ont volé en profits supplémentaires.

Et si on inversait la tendance ?

COG : *Convention D'Objectifs et de Gestion, signée entre les Caisses nationales et le Ministère.

**Par notre travail, nous produisons les richesses
Les capitalistes encaissent. Ca suffit !**

Le soi-disant déficit du Régime Général de la Sécu (cette année, 11,7 milliards selon Marisol Touraine) pourrait facilement être comblé si un véritable plan de lutte contre la fraude fiscale aux cotisations sociales des entreprises était mis en place. (60 milliards estimés).

L'UNION FEDERALE SUD PROTECTION SOCIALE

APPELLE A REJOINDRE LES MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENTS A L'INITIATIVE DES PERSONNELS DES HOPITAUX AINSI QUE DE QUATRE ORGANISATIONS DE FONCTIONNAIRES (CGT, FSU, Solidaires, FAFPT) LE 18 NOVEMBRE POUR IMPOSER UNE VRAIE JUSTICE SOCIALE DANS LA SANTE ET LES SERVICES PUBLICS